

CONFLIT CASAMANÇAIS : QUELS SONT LES FACTEURS DE BLOCAGE DEPUIS QUE YAYA JAMMEH A CEDE LE POUVOIR ?

Bruno Sonko, Chargé de Programme, RLS Afrique de l'Ouest
(bruno.sonko@rosalux.org)



INTRODUCTION

Depuis que l'ancien chef d'Etat gambien Yaya Jammeh a été contraint de quitter le pouvoir en Janvier 2017, les supputations vont bon train sur l'issue du conflit en Casamance, au sud du

Sénégal. Côté gambien, l'heure est à la joie ; les populations parlent beaucoup. Elles ont semble-t-il, redécouvert la liberté de parole et ne se privent pas d'exprimer un ressentiment longtemps contenu à l'endroit du dictateur déchu. Côté sénégalais, à quelques kilomètres de la frontière entre le Sénégal et la Gambie, un sentiment d'inquiétude ou d'incertitude habite les populations basées de Bignona à Seleti. Ces zones abritent depuis quelques années une partie importante des combattants de la rébellion casamançaise (le MFDC, qui a commencé une lutte pour l'indépendance depuis les années 1980), notamment les forces de Diakaye et celles de Salif Sadio. Personne ne sait vraiment comment la situation va évoluer. Le nouveau président Gambien, Adama Barrow, soutenu par son homologue sénégalais Macky Sall pendant la crise gambienne en début 2017, ne s'est pas encore beaucoup prononcé sur le conflit casamançais et semble jouer la carte de la prudence. A juste titre ! les enjeux sont considérables ; de son attitude dépendra pour beaucoup l'issue du conflit, du moins pour la fraction nord du MFDC. En effet, son prédécesseur a longtemps entretenu des relations privilégiées avec l'aile nord du MFDC, en leur accordant diverses facilités en territoire gambien (nationalité gambienne pour les combattants du MFDC, facilité de déplacements etc.) ; mais mieux encore, en nouant avec les combattants du front nord des partenariats et alliances stratégiques couvrant divers domaines (sécurité, économie, etc.).

Avec le départ de Yammeh qui était à la tête de l'Etat depuis 1996 et qui a longtemps soutenu les séparatistes, d'aucuns considèrent que le principal obstacle à la paix est levé. Toutefois, quelques facteurs pourraient compliquer encore plus le conflit en Casamance, ou tout au moins, voir se consolider des éléments de blocage. Nous avons donc choisi de nous appesantir sur quelques aspects qui nous semblent revêtir un caractère essentiel et dont l'agencement a un impact certain sur la crise casamançaise. Parmi ceux-ci, les plus prégnants sont : la structuration du MFDC, la position du gouvernement du Sénégal et celle du gouvernement de la Gambie.

Pour bien comprendre la nature de ce conflit, les positions des principaux protagonistes valent d'être rappelées. Deux thèses s'opposent radicalement. D'un côté, la position du gouvernement sénégalais qui prône deux postulats. La nation existe et elle seule, donc le territoire de l'Etat est le territoire de la nation, constituée d'individus égaux en droit. Il en découle que les droits sont les mêmes pour tous les individus sur le territoire. L'Etat est le seul représentant de la nation, donc ses décisions ne sauraient être contestées sur la totalité du territoire national. C'est là tout l'aspect théorique sur lequel s'appuie le gouvernement sénégalais. De l'autre côté, il y a un discours qui a pour objectif d'une part, d'asseoir l'idée d'une unité territoriale de la Casamance, et d'autre part, de la distinguer du reste du Sénégal perçu comme une totalité étrangère . Au discours nationaliste de l'Etat, le MFDC oppose celui

de l'unité territoriale de la Casamance et de l'identité de ses peuples. A vrai dire, ce sont en fait deux conceptions de l'unité, voire deux projets unitaires qui s'opposent.

Qui peut aujourd'hui valablement parler au nom du MFDC ?

Le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) se caractérise depuis la disparition de l'abbé Diamacoune Senghor par une structuration singulière. C'est l'une des rares organisations où le militaire n'obéit pas au politique. Autrement dit, les combattants armés ne sont pas, semble-t-il, tenus par les positions de ceux qui prétendent représenter le MFDC, à savoir l'aile politique. Pis, ils s'en démarquent ouvertement parfois. L'historien sénégalais Nouha Cissé estime que cette situation constitue une tare fondamentale pour le MFDC et, par conséquent, contribue à amoindrir la portée des négociations entreprises ces dernières années. Cela a son importance car qui aujourd'hui au sein des différentes fractions du MFDC peut se targuer de pouvoir parler en son nom ?

Depuis une quinzaine d'années, les différentes fractions du mouvement ont toujours développé l'essentiel de leurs activités autour de deux questions : d'une part, celle de la recherche des formes de lutte les plus appropriées contre l'État sénégalais dont on espère qu'elles permettraient de déboucher à terme sur une accession au pouvoir politique et économique en Casamance, et donc éventuellement sur une indépendance plus ou moins complète. D'autre part, celle des rapports internes au mouvement indépendantiste, à la fois à l'intérieur de chaque fraction, mais surtout entre les différentes fractions le composant.

Cette crise de leadership traduit les difficultés actuelles du mouvement séparatiste à légitimer sur le plan international ses différentes revendications, quand bien même son ancrage local demeurerait fort et ses prétentions pourraient être légitimes. Les nombreuses dissensions, les tensions crypto personnelles entre les chefs des fractions, les antagonismes, ont fini de miner durablement l'entente et l'unité affichées des débuts. Au plan international, peu de gens connaissent l'existence du MFDC, ou même savent que ce conflit dure depuis une trentaine d'années. Les différentes querelles de leadership entre les principales fractions du MFDC ont contribué pour beaucoup, à masquer la visibilité du mouvement séparatiste, du moins à l'amoindrir. Qui peut négocier la paix au nom du MFDC ? Qui peut engager cette organisation conformément aux normes internationales en vigueur qui régissent les négociations en matière de conflit ?

A l'évidence cette faiblesse structurelle entraîne au moins deux, voire trois conséquences. En premier lieu, elle fait l'affaire du pouvoir sénégalais qui tire parti de cet éclatement du MFDC.

En second lieu, elle arrange bien certaines fractions du MFDC qui n'ont sans doute pas envie que la situation évolue positivement, dans le sens où les bénéfices ou avantages conférés par la situation de « ni guerre ni paix » pourraient disparaître. En troisième lieu, certains acteurs soi-disant bien impliqués dans la résolution du conflit trouvent matière à s'occuper car, lorsqu'on interroge quelques acteurs de la société civile bien imprégnés du conflit ou même les populations directement impactées, on est frappé par un sentiment général de nonchalance, voire d'insouciance, eu égard à la situation actuelle, comme s'il ne fallait en rien, changer la donne.

Les questions qui mériteraient une attention particulière sont : comment unifier le MFDC et sur quelles bases ? Comment surmonter les querelles personnelles ? Les revendications brandies à l'aune du conflit sont-elles toujours légitimes ? Qui doit les véhiculer ?

Tant que ces différents questionnements ne seront pas abordés ou tranchés de manière claire et satisfaisante pour toutes les parties concernées, il nous paraît difficile de songer à une unification du mouvement séparatiste et, par voie de conséquence à une affirmation de sa légitimité notamment au plan international. Cela encore une fois même si ses prétentions peuvent s'avérer légitimes. Pis, les populations aujourd'hui semblent lassées par les tergiversations du mouvement, surtout celles qui ont été obligées de se déplacer à cause du conflit . Les rebelles eux-mêmes, expérimentent à présent des difficultés quant à l'enregistrement de leur progéniture à l'état civil, étant donné que Yaya Jammeh n'est plus là pour accorder la nationalité gambienne à tout-va. Aux dernières nouvelles, une rencontre entre les leaders ou les sages du MFDC était prévue le samedi 18 mars 2017 près de la frontière gambienne ; sans que la fraction de Salif Sadio ne soit représentée...

Quelle position doit adopter le gouvernement du Sénégal après le départ de Jammeh ?

Tout processus décisionnel comporte une part d'incertitude : en l'espèce, les partisans de la manière forte et ceux qui prônent le dialogue s'affrontent depuis le début sur le dossier casamançais. Au lendemain de la chute de Yaya Jammeh, on a entendu ici et là, des leaders de la scène politique sénégalaise se réjouir fortement de la déchéance du dictateur gambien ; chacun y va de sa mise en garde à peine voilée à l'endroit du nouveau président gambien... A plusieurs reprises, il nous est arrivé de mettre en garde contre les positions va-t-en-guerre . Nul ne conteste au Sénégal la légitimité de sa position au regard du droit international.

Globalement, il est possible de soutenir que le Sénégal est dans une position plus que favorable sur le dossier casamançais depuis la chute de Jammeh. En effet, la chute de Yaya

Jammeh a fragilisé le front nord (camp de Salif Sadio et Diakaye). Comme mentionné précédemment, l'éloignement de Jammeh constitue un coup dur pour ces deux fractions en raison des liens forts qui prévalaient avec le dictateur déchu. Comment la situation va-t-elle évoluer ? Pour l'heure, selon les dires de Kamougué Diatta, ces deux fractions cherchent à entrer en négociation avec le nouvel homme fort gambien. L'attitude de Barrow impactera directement la contexture des relations avec l'aile nord mais aussi avec le voisin sénégalais. Accordera-t-il les mêmes facilités de circulation au MFDC que son prédécesseur au risque d'obscurcir les relations avec le voisin sénégalais ?

Dans tous les cas, le pouvoir sénégalais doit se montrer prudent et manœuvrer subtilement dans ce dossier afin de tirer des leçons du passé. Car, dans son appréhension du conflit, l'Etat sénégalais a souvent montré une appétence pour la manière forte. Il s'agit ici d'un exercice qui consisterait à ne pas froisser ostensiblement le voisin gambien tout en lui signifiant sa fermeté en l'invitant à œuvrer ensemble pour la paix.

Certes on ne peut valablement remettre en cause la volonté réitérée des décideurs sénégalais, de ramener la paix. Toutefois, la méthode utilisée par les autorités sénégalaises peut faire l'objet de critiques. L'Etat n'a eu de cesse d'hésiter face au mouvement nationaliste, tentant alternativement de réprimer les actions (terroristes) et de dialoguer avec leurs auteurs. Ainsi, l'Etat, dans la gestion du conflit, aura tour à tour, expérimenté l'option policière/militaire ; celle politique, et celle financière, afin de mieux diviser le MFDC. Le président Macky Sall, tout comme son prédécesseur, à l'entame de son mandat, a fait de la paix en Casamance, une « sur-priorité ». Arrivera-t-il à réaliser son vœu ? Nul ne saurait le dire avec certitude.

Quid de la Gambie?

Les relations entre le Sénégal et la Gambie ont souvent été marquées par la logique de « crispation-décrispation », avec, en toile de fond, les enjeux de la traversée du territoire gambien par les populations sénégalaises : le désenclavement de la partie sud du Sénégal qui est une constante dans l'irréductibilité du Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (Diop 1992 : 203) constitue une question de souveraineté nationale pour le Sénégal, autant que le sont les importantes retombées financières du ferry gambien de Farafagné pour la Gambie (Sall : 1992). Avec l'émergence du conflit casamançais, les relations sont devenues plus complexes du fait de la question des réfugiés et celle des trafics du MFDC. Le Sénégal n'a de cesse de dénoncer le soutien que la Gambie a apporté au MFDC en lui permettant de se servir de son territoire pour y mener diverses activités (trafics de chanvre indien, produits forestiers et armes) et surtout, en donnant l'asile à ses combattants.

A l'heure actuelle, le départ de Yaya Jammeh donne à penser que les relations entre les deux pays vont s'améliorer tant le Sénégal s'est illustré, pour dans un premier temps, isoler Yaya Jammeh au plan international, puis, favoriser l'installation du nouveau président, Adama Barrow. En effet, le Sénégal a n'a ménagé aucun effort sur le plan diplomatique, pour bouter hors du pouvoir Yaya Jammeh après les élections gambiennes de décembre 2016 ; d'abord au niveau sous régional (implication de la CEDEAO) puis, à l'échelle des Nations-Unies. Depuis l'installation de ce dernier, les relations entre les deux Etats semblent meilleures ; les témoignages ou marques d'affection sont nombreuses entre les deux chefs d'Etats. Il est encore tôt pour jauger l'évolution de ces relations et émettre un jugement définitif. Gageons que ces bonnes intentions seront loin d'être suffisantes. Ce qui importe au fond, c'est de comprendre, au-delà de l'intérêt national, ce qui pousse ces acteurs à ne pas capitaliser les attaches importantes et les liens traditionnels existant dans cette région, malgré la persistance du conflit.

Que faut-il penser de cette situation ? Quelle attitude convient-il d'adopter ? Comment établir un climat de confiance entre les deux pays ? Comment leur faire comprendre qu'il est de leur intérêt de travailler en étroite harmonie dans ce dossier hautement sensible ? Le besoin de comprendre la dynamique des relations diplomatiques sous régionales du Sénégal à la lumière de la situation qui prévaut en Casamance s'exprime ainsi avec force.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
AFRIQUE DE L'OUEST
Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal
Téléphone : +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | site web : www.rosalux.sn

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

Les points de vues exprimés par l'auteur ne représentent pas nécessairement ceux de la Fondation Rosa Luxemburg